Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 15 (1965)

Heft: 4

Artikel: La deuxième internationale et la conference de Zimmerwald

Autor: Collart, Yves

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-80562

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LA DEUXIEME INTERNATIONALE ET LA CONFERENCE DE ZIMMERWALD

Par Yves Collart

Le mois de septembre dernier a fourni l'occasion de célébrer le cinquantenaire d'un événement que tous ceux qui s'intéressent à l'histoire sociale connaissent bien et considèrent, à juste titre, comme fort important: la conférence de Zimmerwald qui s'est tenue discrètement — pour diverses raisons — du 5 au 8 septembre 1915.

Que cet événement mérite de retenir l'attention de l'historien, ce n'est pas douteux. Dans la période, encore assez inexplorée, de la première guerre mondiale, il occupe une place de choix: parce qu'il est situé au carrefour de diverses lignes de force — pacificisme, socialisme, révolution, et même diplomatie secrète —, il est propre à fournir à ceux qui se penchent sur cette époque-clef de précieux éléments d'explication. Insuffisamment connu, et de plus déformé pour des raisons dont il sera question plus loin, il mérite en outre d'être étudié pour lui-même.

Mais la conférence de Zimmerwald est encore à l'origine — lointaine, indirecte, mais cependant certaine — du mouvement communiste de l'après-guerre. A ce titre, elle représente un symbole pour les courants politiques contemporains; sacré à gauche, honni à droite, il est également travesti par tous: obéissant à des mobiles contradictoires, les uns et les autres se rejoignent, de curieuse façon, pour accréditer une même légende qui malmène passablement la vérité historique.

Sans doute était-il donc inévitable que l'évocation de cet événement dans les rencontres d'historiens se prolonge coram populo et suscite des échos où la passion l'emporte sur le souci de comprendre: tandis que les uns manifestaient leur amertume de voir des mains impropres

s'attaquer à leurs idoles, d'autres — pour reprendre l'expression d'un rédacteur — saisissaient l'occasion d'«exorciser les démons» qui hantent depuis cinquante ans les paisibles hameaux bernois de Zimmerwald et de Kienthal.

Peu importent ces accès passionnels. L'essentiel est bien qu'ils ne viennent point troubler la sérénité scientifique de ceux qui se penchent sur l'examen et l'analyse du passé. Or, les travaux auxquels cet anniversaire a donné lieu contribuent sans nul doute à mieux connaître, comme à évaluer plus correctement, un événement dont on ne saurait surestimer l'importance historique.

L'exposé dont le texte est publié ci-dessous a été présenté dans le cadre d'un colloque organisé au début de septembre, sur les lieux-mêmes ou s'était réunie, il y a un demi siècle, la conférence de Zimmerwald. Sa présentation synthétique, et excessivement lapidaire sur des points importants, s'explique par le fait qu'il était destiné à être dit, dans un temps mesuré. Quelques notes ont été ajoutées après coup pour fournir au lecteur qui le désirerait les références principales.

* * *

Dans le programme de ce colloque, presque entièrement consacré à l'anatomie du mouvement communiste et à l'étude de ses racines idéologiques, il m'appartient d'évoquer les circonstances qui ont conduit à l'événement célèbre dont le jubilé nous réunit ici.

Entre cet événement, vieux d'un demi-siècle, et le thème, brûlant d'actualité, proposé à notre méditation, le rapport paraît sans doute indiscutable. Personne ne conteste plus aujourd'hui que la conférence de Zimmerwald[1], réunie en septembre 1915, ait

[1] Il existe, sur la conférence de Zimmerwald, une littérature abondante, quoique bien des documents fondamentaux demeurent encore inaccessibles. Bornons-nous à citer O. H. Gankin et H. H. Fisher, *The Bolsheviks and the World War*, Stanford, 1940, notamment chap. IV, p. 309—370; M. Fainsod, *International socialism and the World War*, Cambridge (Mass.), 1935; A. Rosmer, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre, de l'union sacrée à Zimmerwald*, Paris, 1936; J. Braunthal, *Geschichte der Internationale*, vol. 2, Hannover, 1963, p. 50ss.; B. Lazitch, *Lénine et la IIIe Internationale*, Neuchâtel, 1950.

servi de berceau au communisme moderne. Car il est clair qu'entre les conciliabules qui se sont déroulés, ici même, il y a cinquante ans et la création du Comintern en 1919, il existe une filiation continue qui passe par Kienthal, Stockholm et la révolution d'octobre, pour n'en mentionner que les jalons les plus importants. Il n'est pas douteux non plus que des premières dissidences, encore mal dessinées, qui se sont manifestées à Zimmerwald, un cheminement précis conduit aux schismes décisifs qui ont déchiré, dès la fin de la guerre, les partis socialistes du monde entier. L'historien ne saurait donc nier un enchaînement aussi évident, ni contester que cet anniversaire fournisse un prétexte parfaitement légitime à une analyse du communisme contemporain.

Pourtant, s'il s'agit de procéder à une appréciation nuancée de la conférence de Zimmerwald, d'en dégager le relief propre, d'en mesurer l'importance objective comme fait historique, il convient d'oublier, momentanément, les répercussions considérables qu'elle a eues sur l'avenir: si réelles qu'elles soient, elles ne peuvent que fausser, par leur ampleur même, une évaluation pondérée des faits. Dans le cas qui nous occupe, deux raisons précises, et d'ailleurs apparentées l'une à l'autre, nous invitent à la prudence.

La première, c'est que Zimmerwald ne s'est pas révélé d'emblée comme un événement extraordinairement marquant: il est évident que c'est au destin ultérieur du mouvement communiste, devenu un des phénomènes dominants de notre époque, qu'elle doit, par une espèce d'effet à rebours, son étonnante célébrité. On conviendra que, sur le moment-même, rien ne la laissait présager. Les hommes, dont beaucoup étaient alors inconnus, qui ont gagné clandestinement ce village le 5 septembre 1915 ne se doutaient guère de la renommée dont ils seraient un jour l'objet; ils riaient eux-mêmes du caractère dérisoire de leur rencontre et l'on connaît le mot de Trotsky qui constatait en plaisantant que cinquante ans après la fondation de la Première Internationale, il suffisait de quatre misérables voitures pour transporter sur leurs bancs tous les internationalistes[2]. L'histoire fourmille ainsi d'exemples similaires où des événements insignifiants, passés souvent inaperçus

---

[2] L. Trotsky, *Ma vie*, Paris, 1930, t. II, p. 108.

des contemporains, reçoivent *a posteriori* une retentissante consécration et prennent des dimensions qu'on n'aurait guère soupçonnées au moment où ils se sont produits. Rien de tel pour mettre en péril la solidité de notre jugement; et l'historien, dont le métier consiste à mesurer les effets et les causes, sait avec quelle circonspection il doit manier les cas de ce genre; il redoute surtout la tentation sournoise qui l'incite à profiter de sa connaissance d'événements ultérieurs pour exagérer ou pour déformer ceux sur lesquels il se penche.

A cette première raison, il s'en ajoute une autre. Si nous devons prendre quelques précautions, ce n'est pas seulement parce que la conférence de Zimmerwald appartient à cette catégorie d'épisodes que l'avenir a mis en valeur après coup. C'est aussi, c'est peut-être surtout parce qu'elle fait partie de l'épopée bolchévique et qu'elle s'est chargée, à ce titre, de toutes les fioritures apocryphes qu'exige le service fidèle de la légende. On sait, en effet, quelles déformations peut faire subir aux événements du passé une certaine conception officielle de l'Histoire, et l'on connaît en particulier, pour la période qui nous occupe, les gonflements démesurés auxquels a donné lieu l'hagiographie léniniste. Or, ceux que rien n'inféode à l'historiographie soviétique n'échappent pas toujours à ces regrettables distorsions: cela tient d'une part à la littérature d'inspiration communiste elle-même, dont l'abondance et l'uniformité d'interprétation engendrent à la longue une certaine force de persuasion; cela tient d'autre part à la rareté des documents fondamentaux dont beaucoup ne sont, à ce jour, pas encore accessibles, de sorte qu'on demeure, sur bien des points essentiels, dans l'inconfortable dépendance des sources soviétiques[3].

[3] C'est le cas, notamment, pour ce qui concerne l'étude du mouvement zimmerwaldien. On sait que les archives de Robert Grimm, qui recèlent tous les documents principaux sur ce sujet, ont été emmenées peu après sa mort en 1958 à l'Institut International d'Histoire sociale à Amsterdam où l'on nous promet, depuis plusieurs années, leur imminente publication. En attendant, il n'est pas tout à fait impossible au chercheur de consulter cette documentation, ni même de prendre quelques notes au fil de ses lectures. Ajoutons encore qu'en dépit de la remarque faite dans le texte qui donne lieu à cette note, on aurait tort de ne pas utiliser les documents publiés du côté soviétique, notamment ceux — très nombreux — que con-

S'il convenait de rappeler, d'entrée de cause, ces motifs de prudence, c'est que la conférence de Zimmerwald, ou plutôt l'interprétation qui en est ajourd'hui communément reçue, subit le reflet incontestable de ce double phénomène. Il est aisé de s'en convaincre: il suffit pour cela de confronter la signification qu'elle revêt dans la tradition bolchévique et l'image qu'on est amené à s'en faire si l'on prend la peine de la situer congruement dans le contexte historique auquel elle appartient.

Voyons d'abord, à grands traits, la place qu'elle occupe dans la conception léniniste. On peut la ramener à une proposition très simple: Zimmerwald tire toute sa signification de la fondation ultérieure du Comintern, auquel elle a donné l'impulsion première; c'est à cette seule lumière qu'elle doit être interprétée et située dans le cours obligatoire de l'Histoire. Quels sont les jalons de ce raisonnement?

Dès le début de la guerre, Lénine a condamné irrémédiablement la Deuxième Internationale; terrassée par ce qu'il appelle «l'opportunisme», trahie par ses chefs, elle a — à ses yeux — cessé d'exister. Il proclame aussitôt la nécessité de créer une organisation nouvelle, propre à reprendre le flambeau révolutionnaire que la majorité des militants socialistes, en épousant la cause de l'union sacrée, ont abandonné. Formée de ceux qui n'ont pas renié leurs anciens engagements, c'est à cette élite combattante qu'il appartient de reprendre la lutte; mais il ne suffit plus d'offrir à la révolution des révérences de langage, ni de se borner à dénoncer le caractère impérialiste que revêt, dans les deux camps, la guerre mondiale: il s'agit désormais de la transformer en guerre civile pour provoquer la chute des gouvernements bourgeois et ouvrir de la sorte au prolétariat les chemins du pouvoir.

Ces idées reviennent constamment sous la plume de Lénine depuis leur première ébauche dans les fameuses thèses de septembre

---

tiennent les *Oeuvres complètes* de LÉNINE (vols. 21 et ss. de l'édition française en cours de publication), à condition, bien entendu, d'appliquer les principes critiques rigoureux qui sont de règle à l'endroit d'une littérature aussi orientée. On se référera aussi aux récits des témoins de cette époque, notamment aux souvenirs de Guilbeaux, de Roland-Holst, de Balabanova, de Trotsky, de Krupskaya et de Grimm lui-même.

1914[4], et leur auteur se dépense sans compter pour les propager. On imagine alors que la conférence de Zimmerwald ait pu lui fournir une occasion particulièrement propice de les soumettre à l'approbation d'une assemblée internationale et de leur conférer, par ce moyen, une autorité supplémentaire. Mais, pour Lénine — et c'est là un point capital —, Zimmerwald n'est pas seulement, ni même principalement, une tribune efficace d'où il puisse faire entériner l'acte de mort de la Deuxième Internationale et annoncer la création prochaine de l'organisation nouvelle appelée à lui succéder. A ses yeux, comme aux yeux de tous ceux qui se sont ralliés par la suite au bolchévisme, la réunion hétéroclite de Zimmerwald est *déjà* une préfiguration de l'organisation future, elle constitue *déjà* l'embryon du Comintern. Voilà le fait qu'il convient de souligner. Peu importe, dès lors, que la conférence de septembre 1915, composée au hasard des circonstances, ne soit guère représentative; peu importe que Lénine et ses compagnons, loin de triompher comme ils l'escomptaient, n'aient pu rallier à leurs thèses qu'une minorité infime des participants à cette médiocre assemblée; peu importe le rôle mineur joué en fin de compte par les extrémistes de gauche; peu importe enfin que la conférence de Zimmerwald n'ait été nullement destinée, dans l'esprit de ses promoteurs, à jeter les bases de la Troisième Internationale. Il suffira que celle-ci voie effectivement le jour quatre ans plus tard, et qu'elle prenne bientôt un essor considérable, pour consacrer le mérite de ses premiers prophètes et pour gonfler, hors de toute mesure, leur participation à ce modeste conclave où ils avaient tenté, sans beaucoup de succès, d'en suggérer le lancement; il suffira de la création, en 1919, de l'Internationale communiste pour faire rejaillir un éclat inattendu sur ce premier forum international où l'idée en soit apparue, et pour l'inscrire, à ce titre, parmi les pages les plus marquantes de l'Histoire.

Même si l'on néglige les libertés, parfois considérables, qu'elle prend à l'égard des faits, cette conception particulière qui explique, légitime et exalte Zimmerwald *en vertu* de la fondation ultérieure

[4] LÉNINE, *Oeuvres*, tome 21, p. 9—13; cf. également les textes rédigés par Lénine dans les mois qui suivent, ainsi que le recueil d'articles du temps de guerre publié avec ZINOVIEV, *Contre le courant*, Paris, 1927, 2 vol.

du Comintern demeure assez peu satisfaisante. Aussi, sans vouloir par là contester qu'elle en soit la source lointaine, est-on porté à se demander quelle peut être l'importance historique de la conférence de Zimmerwald *indépendamment* de la création future de la Troisième Internationale. Mais pour être à même d'en juger, il convient de rappeler tout d'abord, dans leurs grandes lignes, les événements principaux qui ont conduit à cette rencontre fameuse que nous commémorons aujourd'hui.

En 1914, la guerre a pris de court le monde socialiste. Pourtant, depuis plus de vingt ans, la Deuxième Internationale n'avait cessé de la prévoir et de s'en inquiéter. Elle figurait à l'ordre du jour de chacun de ses congrès; il semblait même qu'elle fût devenue le souci dominant de ses chefs dès que l'affaire marocaine et les crises balkaniques firent apparaître des nuages menaçants dans le ciel de l'Europe. La préservation de la paix paraissait prendre le pas, dans les préoccupations communes, sur l'édification de l'ordre socialiste[5].

Or parmi tous les problèmes qui ont retenu l'attention de l'Internationale, il n'en est aucun qui ait provoqué des débats aussi passionnés ni soulevé des divergences de vue aussi graves que le problème de la guerre[6]. Il a révélé des contradictions si troublantes qu'elles expliquent pour une large part l'impuissance du mouvement socialiste à enrayer, en août 1914, le déchaînement des hostilités, et leurs effets se sont même fait sentir bien au-delà. C'est la raison pour laquelle il convient de les évoquer brièvement ici.

Il est vrai que l'interprétation théorique de la guerre ne suscitait ni conflit, ni difficultés. On était unanime à reconnaître qu'elle découlait logiquement de l'ordre capitaliste, qui la portait en lui — selon le mot de Jaurès — comme la nuée porte l'orage. L'accumulation du capital, la rivalité des puissances à l'affût des marchés et des matières premières, leurs luttes pour la conquête des terres

---

[5] C'est ce que remarque notamment G. D. H. Cole, *A History of socialist Thought*, t. IV, *Communism and Social Democracy*, London, 1958, p. 27.

[6] Sur l'ensemble de ce problème, on dispose du très utile ouvrage de Milorad M. Drachkovitch, *Les socialismes français et allemand et le problème de la guerre*, Genève, 1953.

nouvelles devaient amener fatalement les Etats les plus avancés à s'entredéchirer. Après Hilferding et Rosa Luxemburg, c'est la thèse qui allait culminer, en 1917, dans la brochure de Lénine sur l'impérialisme[7]. Certes, il s'était bien trouvé quelques socialistes pour défendre, au nom d'un marxisme évolué, les entreprises coloniales; mais ces avis demeuraient isolés et manquaient de poids. On s'accordait en tout cas à reconnaître que seule l'instauration de l'ordre nouveau offrirait à l'avenir des gages sérieux de paix internationale.

C'est en revanche sur l'attitude à prendre devant les menaces de guerre que l'unanimité s'effondrait. C'est sur ce plan, non plus théorique mais tactique, que l'Internationale s'enferma dans les contradictions qui allaient la paralyser au moment décisif.

Si, comme la doctrine l'affirmait, la guerre était inévitable en régime capitaliste, comment l'Internationale pouvait-elle justifier les efforts immenses qu'elle ne cessa de déployer pour tenter précisément de l'éviter? Il y avait là un divorce d'autant plus troublant qu'à cette première contradiction s'en ajoutait une autre: tout en demeurant fidèles, dans l'action quotidienne et plus encore dans leurs proclamations, à leurs objectifs pacifistes, les socialistes restaient convaincus — nombreux sont les textes qui le prouvent — qu'une guerre précipiterait l'écroulement de l'ordre capitaliste, déclencherait la révolution prolétarienne et hâterait ainsi l'avènement de la société nouvelle. On conçoit alors combien le problème de la guerre, phénomène à la fois repoussant et désirable, perspective qu'il fallait écarter tout en la jugeant inéxorable et nécessaire, pouvait rendre délicate la position des chefs et semer le doute dans l'esprit des militants. C'est cette dualité qu'exprime le fameux passage, si souvent cité, de la résolution de Stuttgart, qui fait aux socialistes le double devoir de tout mettre en œuvre pour empêcher le fléau de la guerre, et de l'exploiter, si elle venait à éclater pourtant, au service de la révolution[8]. Nous reviendrons

---

[7] LÉNINE, *Oeuvres*, t. 22, p. 201ss.; voir également l'excellent commentaire de ce texte publié par J. FREYMOND, *Lénine et l'Impérialisme*, Lausanne, 1951.

[8] *VIIe Congrès Socialiste International tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907. Compte rendu analytique*, Bruxelles, 1908, p. 424.

plus tard à ce texte sur lequel reposent toutes les équivoques ultérieures.

De graves désaccords affectaient encore d'autres points essentiels: la question de la défense nationale, par exemple, que l'on n'osa jamais répudier et que plusieurs ténors du mouvement, de Jaurès à Bebel, ont même pris la peine de légitimer — sans d'ailleurs qu'aucun d'eux se préoccupât de savoir à qui reviendrait le droit redoutable de désigner l'agresseur.

Désaccord aussi sur les moyens à mettre en œuvre pour écarter la guerre, notamment la grève générale dont on parla de plus en plus et qui promettait d'être le sujet principal du congrès manqué de 1914. Mais que d'imprécisions subsistaient! A qui appartenait-il de la décréter? A quel moment de l'hypothétique conflit convenait-il de le faire? Comment assurerait-on la simultanéité des mesures dans les pays en cause? Autant de questions qui demeuraient sans réponse. Sans parler de cette objection majeure, constamment évoquée, selon laquelle l'ordre de grève générale serait suivi le mieux là où le mouvement ouvrier serait le plus puissant et la discipline, par conséquent, la plus étroite; de sorte qu'elle aurait pour unique résultat, non pas d'empêcher la guerre, mais de paralyser le pays le plus socialiste et de le livrer sans défense à celui qui le serait le moins, garantissant ainsi le sûr triomphe de la réaction.

Enfin, il est clair que les structures mêmes de l'Internationale ne se prêtaient guère à l'application de mesures efficaces et rapides. Instrument d'information et de coordination, son Bureau ne disposait pas des moyens nécessaires à une véritable direction internationale de la politique socialiste[9].

Ces contradictions sont aujourd'hui évidentes lorsqu'on les examine avec le recul du temps. Mais dans les congrès socialistes d'avant-guerre, quelle que fût l'âpreté de leurs débats, elles disparaissaient dans l'enthousiasme de la solidarité prolétarienne, et l'on prenait soin de les camoufler dans des textes de compromis qui préservaient peut-être l'unité extérieure mais la vidaient en

---

[9] Cf. J. Longuet, *Le mouvement socialiste international*, Paris, 1913, p. 85ss.; P. van der Esch, *La Deuxième Internationale 1889—1923*, Paris, 1957, p. 53ss.; J. Joll, *The Second International 1889—1914*, London, 1955, *passim*.

fait de toute signification pratique. Confiante dans la force du nombre, l'Internationale entretenait pour ses membres, comme d'ailleurs pour ses adversaires, l'illusion d'une puissance pacifiste considérable; c'est ce dont témoignent, par exemple, l'extraordinaire résonnance du congrès de Bâle en 1912[10] ou encore, sur un autre plan, les mesures de précaution prises par le gouvernement français sous la forme du fameux Carnet B[11].

Le désastre, en 1914, n'en sera que plus éclatant. L'Internationale se révèle incapable de rien opposer à la menace du conflit. En quelques jours, ses chefs se rallient aux gouvernements bourgeois, les masses, saisies par l'élan patriotique, basculent dans l'effort collectif d'union sacrée et le 4 août, presque à la même heure, les parlementaires socialistes de France et d'Allemagne votent à l'unanimité les crédits de guerre.

Qu'advient-il alors de la Deuxième Internationale? En tant qu'institution, elle se trouve immédiatement paralysée. Formé de citoyens belges, siégeant à Bruxelles, son organe exécutif — le Bureau Socialiste International — est physiquement et moralement cloîtré dans un des deux camps qui s'affrontent, et l'on dira

---

[10] Les répercussions de ce congrès, et les espoirs mis en lui, dépassèrent largement les frontières du monde socialiste; on en peut sans doute trouver une preuve dans le fait qu'il s'est tenu, grâce au soutien des autorités bâloises, dans la cathédrale, ce qui ne manqua pas de l'entourer d'un climat très particulier. Voir, à ce sujet, l'étude détaillée qu'en fait l'historien bâlois Markus Mattmüller dans le second volume de la biographie de L. Ragaz, à paraître prochainement, et dont nous le remercions d'avoir bien voulu nous montrer le manuscrit. Sur le congrès de Bâle, cf. également J. Joll, *op. cit.*, p. 126ss.

[11] Il convient peut-être de rappeler que le «Carnet B» était une espèce de liste noire sur laquelle le gouvernement français avait porté les noms de tous ceux — syndicalistes et socialistes notoires en particulier — qui étaient réputés pour leurs opinions pacifistes et qu'on suspectait de vouloir contrarier des opérations éventuelles de mobilisation: il était prévu, le cas échéant, de les emprisonner à titre préventif. On sait que cette mesure ne fut, en fin de compte, pas appliquée lorsqu'il apparut que les chefs du mouvement ouvrier et socialiste s'apprêtaient à rallier, suivis par les masses, l'effort de défense nationale. Cf. à ce sujet A. Rosmer, *op. cit.*, p. 152ss. et 498ss.; A. Kriegel, *Aux origines du communisme français 1914—1920*, Paris, 1964, t. I, p. 57ss.

bientôt qu'il est gardé en otage par les puissances de l'Entente. D'ailleurs son président, Emile Vandervelde, n'est-il pas le premier chef socialiste à entrer dans un gouvernement d'entente nationale, exemple illustre qui sera bientôt suivi en France par Sembat et par Guesde? Devant l'adhésion massive à l'effort de guerre, devant la victoire éclatante de l'unité patriotique sur la solidarité de classe, il apparaît vain de rappeler les engagements de naguère ou de chercher les bases d'un dialogue auquel d'un côté et de l'autre, avec une égale fermeté, on se refuse jusqu'à l'écrasement final de l'adversaire. C'est donc l'échec, l'immobilisme, «la faillite», dira bientôt Lénine[12].

Pas tout à fait cependant. On peut en effet observer quelques indices de survie dont certains ne manquent pas d'être assez significatifs. D'abord, le secrétaire exécutif de l'Internationale, Camille Huysmans, s'efforce, malgré la fermeture des frontières, de maintenir le contact avec les sections affiliées; certes, au lieu des congrès, des cris de ralliement, des appels révolutionnaires que certains attendraient peut-être de lui, c'est là sans doute une entreprise dérisoire: elle prend pourtant, dans le climat du moment, un relief qui n'est pas négligeable.

Il faut ensuite relever les efforts accomplis, des deux côtés, pour légitimer le renversement provoqué par l'union sacrée, et pour le concilier — ce qui n'est d'ailleurs pas facile — avec les principes de l'Internationale. En France, comme en Allemagne, on se défend de les avoir trahis; et pour justifier leur attitude, les dirigeants socialistes et syndicaux se réfugient, de part et d'autre, derrière le bastion de la défense nationale que l'antimilitarisme socialiste d'avant-guerre n'avait jamais réussi à renverser. C'est dans cette perspective que s'inscrivent les réunions où se rencontrent, dès les premiers mois de la guerre, les représentants socialistes de chacun des deux camps: ceux de l'Entente à Londres, en février 1915, ceux des puissances centrales à Vienne, en avril[13]. Ces simulacres de congrès internationaux, avec une belle unanimité, réaffirment leurs espoirs en l'Internationale et répètent,

---

[12] LÉNINE, *Oeuvres*, t. 21, p. 160, 207ss., 455ss., t. 22, p. 115ss.

[13] Voir les documents relatifs à ces réunions dans O. GANKIN et H. H. FISHER, *op. cit.*, p. 273ss.

avec conviction, les condamnations d'autrefois. Presque dans les mêmes termes, ils attribuent aux méfaits du capitalisme et de l'impérialisme les origines de la guerre actuelle et évoquent les fondements — quasi-wilsoniens — sur lesquels devra reposer la paix future. Même en admettant qu'ils y soient disposés, il n'est bien sûr pas question de profiter de ces rencontres pour cultiver le ferment révolutionnaire — les alliances politiques du moment l'interdisent — et leur référence à l'Internationale est plus de forme que de fond; il n'en demeure pas moins que, même parmi les socialistes gouvernementaux — ceux qu'on appellera par la suite les «majoritaires» — l'Internationale est encore un symbole vivant auquel ils entendent rester ouvertement fidèles, à leur manière il est vrai[14].

Enfin, l'Internationale demeure un symbole bien vivant dans les masses ouvrières. C'est en son nom, et en vertu de ce qu'il représente, que dès le début de la guerre, des militants épars s'insurgent contre la politique d'union sacrée suivie par leurs chefs de file. D'abord isolés, rendus prudents par les représailles qui menacent partout les voix discordantes dans le concert patriotique général, ils ne tardent pas à se rassembler, et bientôt à s'organiser. Mais il est un point qu'il faut bien souligner: dans les rangs de cette minorité minuscule, ceux qui forment l'extrême-gauche et proclament l'abolition de la Deuxième Internationale, la guerre révolutionnaire et la création d'une organisation nouvelle sont une minorité bien plus insignifiante encore. Les autres n'épousent nullement ces vues radicales: ils se bornent à protester contre l'ineptie d'un conflit fratricide, à professer leur foi pacifiste et à réclamer que l'Internationale intervienne pour abréger une guerre qu'ils déclarent n'être pas la leur.

---

[14] On peut s'étonner du fait que la plupart des ouvrages qui traitent des problèmes examinés ici omettent de relever, du côté des *majoritaires*, cette volonté d'affirmer la continuité internationaliste: c'est là, sans aucun doute, le résultat d'une certaine contamination de la littérature d'inspiration soviétique pour laquelle la question ne se pose même pas, du fait que cette fraction du mouvement a, selon elle et par hypothèse, *trahi*. Il faut donc féliciter Mme A. Kriegel d'avoir vu clair sur ce point, *op. cit.*, p. 69, 98ss.

C'est parmi eux que les promoteurs d'une renaissance de la solidarité internationale trouveront par la suite un appui enthousiaste et fécond. Mais ils n'y feront pas immédiatement appel: il faudra pour cela qu'ils y soient contraints par les circonstances. Ce qu'ils cherchent d'abord, c'est à ranimer, dans le cadre légal des formes établies, l'activité de l'Internationale, à «tisoner — selon le mot de Raymond Lefebvre — ses restes refroidis[15]». Il n'est donc, pour l'instant, pas question de rupture.

Qui sont ces promoteurs? De quelles initiatives s'agit-il et d'où surgissent-elles? C'est là ce qu'il nous faut maintenant examiner, car nous saisissons avec elles le fil conducteur qui mènera, quelques mois plus tard, à la conférence de Zimmerwald.

C'est des pays neutres que proviennent, dès le début de la tourmente européenne, les premiers efforts. Il n'y a rien de surprenant à cela. Dans ces pays épargnés, le mouvement socialiste n'est pas désorganisé par le départ massif sous les armes, ni spirituellement décapité par la volte-face politique des chefs. Il est vrai que des tendances comparables au phénomène de l'union sacrée s'y manifestent également; mais n'étant pas placés devant les exigences immédiates de la défense nationale, les socialistes neutres peuvent conserver, à l'égard de leur foi politique, une certaine fidélité de langage qui demeure à l'abri de l'épreuve des faits. Peut-être cèdent-ils aussi à cette inclination naturelle qui porte le tiers à offrir ses bons offices en période de conflit.

Bornons-nous à mentionner pour mémoire les tentatives qui n'ont pas eu de suite et dont l'importance historique est de ce fait négligeable. L'intervention des socialistes américains, par exemple, qui en septembre 1914 convient à Washington les représentants des principaux partis frères et s'offrent même à subvenir aux frais de leur voyage; ou encore la conférence convoquée par les socialistes des pays scandinaves, projet d'abord fort ambitieux, mais qui rencontra si peu de succès que ses promoteurs finirent par se retrouver à peu près seuls, à Copenhague en janvier 1915, où ils votent une insipide résolution qui n'aura guère de portée.

Plus importantes paraissent en revanche les entreprises des

---

[15] Cité par J. Bruhat, *Lénine*, Paris, 1960, p. 172.

socialistes hollandais qui obtiennent, en octobre 1914, le déplacement à La Haye du Bureau Socialiste International auquel plusieurs de leurs dirigeants s'adjoignent désormais pour le renforcer.

Mais c'est incontestablement d'Italie, et plus encore de Suisse, que vont jaillir les tentatives les plus significatives, et surtout les plus durables. Rien encore d'étonnant à cela: la position géographique de la Suisse, son statut international et surtout sa réputation comme terre de refuge qui avait attiré par milliers sur son territoire les réfractaires et les exilés politiques, contribuaient à créer des conditions particulièrement favorables à une action internationale contre la guerre.

Le 27 septembre 1914, rassemblés à Lugano, les dirigeants des deux partis — italien et suisse — ont jeté les bases d'une collaboration qui va se prolonger pendant plusieurs mois: elle vise à contraindre le Bureau Socialiste International à sortir de son inaction, à lui imposer de se réunir en séance plénière et le comité directeur du Parti socialiste suisse propose même, s'il le désire, de la convoquer et de l'organiser à sa place.

Remarquons en passant que la Conférence de Lugano, première rencontre internationale depuis l'ouverture des hostilités et aussitôt gratifiée, à ce titre, d'un certain retentissement extérieur, a fort embarrassé l'historiographie soviétique: étape importante sur le chemin de Zimmerwald, elle produisit de surcroît — compte tenu des circonstances — un manifeste si révolutionnaire qu'il paraissait difficile de la passer sous silence, ou alors humiliant de devoir reconnaître que Lénine n'y était pour rien; on s'est donc empressé de lui prêter une part déterminante à cet événement, ce qui relève en réalité de la pure imagination. L'examen des sources révèle en effet que la conférence de Lugano a totalement échappé à son influence.

Il n'en demeure pas moins qu'elle marque une date fort importante dans l'évolution des rapports socialistes internationaux pendant la guerre. Elle forme une espèce de point de départ; et

[16] Cette succession chronologique est évidemment schématisée pour les besoins de l'exposé; les charnières sur lesquelles s'articulent ces différentes étapes ne sont en réalité pas aussi nettes et la troisième phase, notamment, se dessine déjà bien avant l'échec de la conférence du 30 mai.

dans la période qui s'étend de Lugano à Zimmerwald, on peut distinguer, *grosso modo*, trois phases.

Dans la première, le Parti socialiste suisse s'acquitte scrupuleusement de la mission qu'il a acceptée au Tessin. Par voie de circulaires, dans une correspondance abondante adressée aux sections de l'Internationale et à son organe exécutif, il presse ce dernier d'agir. Peine perdue: le Bureau socialiste oppose à ces démarches une fin de non recevoir absolue. Elle s'explique, en grande partie, par l'attitude négative des socialistes belligérants, de la S.F.I.O. notamment, qui refusent tout dialogue avec l'adversaire et entendent repousser jusqu'à la fin des hostilités la reprise des contacts: Huysmans et ses compagnons, redoutant la rupture, doivent donc se résigner à l'inaction. Mais ce n'est peut-être pas la seule explication de leur attitude: on a des raisons d'admettre aussi que, jaloux de ses prérogatives, le Bureau Socialiste International se soit montré peu disposé à céder devant des pressions extérieures.

Dans une seconde phase, ayant constaté l'impossibilité de provoquer une réunion plénière du Bureau, le Parti socialiste suisse prend sur lui de convoquer une conférence des partis socialistes neutres: elle est prévue à Zurich pour le 30 mai et les préparatifs en sont activement poussés. Mais c'est là un nouvel échec. Les difficultés pratiques, les réticences du directoire de l'Internationale, et surtout l'intransigeance des partis officiels qui annoncent d'avance qu'ils ne reconnaîtront aucune réunion qui n'ait été régulièrement convoquée dans les formes statutaires, contribuent à cet insuccès: la conférence doit être annulée à la dernière minute.

C'est alors que s'ouvre la troisième phase[16], celle qui conduit tout droit à la préparation de Zimmerwald. Ce qui la caractérise, c'est d'une part la résolution de se passer du concours et même de l'assentiment du Bureau Socialiste International et de réunir une conférence en dehors de lui. Remarquons aussitôt qu'il ne s'agit pas, pour autant, de la réunir contre lui comme on l'a prétendu trop souvent et à tort: c'est parce que la nécessité de réveiller la solidarité internationale s'impose de manière urgente, c'est parce qu'il faut manifester à tout prix son opposition à la guerre, c'est surtout parce que le temps presse qu'on se résoud à écarter les

obstacles de procédure qui ont pu paralyser jusqu'ici l'action ouvrière.

Ce qui caractérise d'autre part cette troisième phase, c'est la détermination de ne plus s'adresser à la direction officielle des partis belligérants, dont on connaît d'avance la réponse négative; mais de réunir, en revanche, les représentants de ces minorités éparses que commencent à rassembler en France, en Allemagne et ailleurs leur commune opposition à la guerre et à la politique d'union sacrée, et aussi les espoirs qu'ils mettent dans une action solidaire et internationale du prolétariat. Qui sont ces hommes? Des syndicalistes, quelques intellectuels, des instituteurs, des militants renommés ou le plus souvent obscurs; ou encore les déserteurs, les réfractaires, les exilés politiques pour qui il n'existe pas de choix national et qui pencheront, par inclination et par nécessité, vers les solutions les plus radicales pourvu qu'elles soient, précisément, de caractère internationaliste; et bien sûr aussi de très nombreux pacifistes, sans couleur politique, ou même des hommes appartenant aux classes dites «bourgeoises» que révoltent soudain les ravages de la guerre et qui se sentent brusquement attirés, par une espèce de solidarité spontanée, vers les milieux de gauche[17].

Où faut-il remonter pour trouver l'origine du projet qui vise à réunir, officieusement, les représentants de ce courant minoritaire? On songe naturellement à Lénine, qui a condamné depuis longtemps la Deuxième Internationale, disqualifiée par le triomphe de la paix civile, et qui a réclamé du même coup le rassemblement de tous les opposants dans une organisation nouvelle. Mais outre le fait qu'il n'est pas le seul à avoir défendu ce point de vue[18]

---

[17] On trouve dans le *Journal* de Romain Rolland — témoignage irremplaçable pour l'historien — le reflet de cette opposition naissante et de la conjonction, dans une hostilité commune à la guerre, d'efforts de toutes provenances: par un réflexe naturel, ces manifestations convergeaient vers l'écrivain établi en Suisse d'où l'article fameux *Au-dessus de la mêlée* avait jailli comme un cri de ralliement, R. Rolland, *Journal des années de guerre, 1914—1919*, Paris, 1952; voir à ce sujet Y. Collart, «Romain Rolland et le mouvement socialiste contre la guerre», dans *Mélanges d'histoire économique et sociale en hommage au professeur Antony Babel*, t. II, Genève, 1963, p. 369—386.

[18] C'est le cas, par exemple, du groupe *Vpériod* — une des fractions de

— n'en déplaise à ses hagiographes — il est clair d'après les sources qu'on ne saurait lui attribuer l'initiative de la conférence de Zimmerwald, ni même une part directe à sa préparation. A qui revient-elle alors?

Il semble qu'il faille remonter au voyage entrepris à Londres et à Paris, au printemps 1915, par le député socialiste italien Odino Morgari. Cette mission, qui s'inscrit dans ce qu'on pourrait appeler «l'esprit de Lugano», avait pour objet de défendre auprès des dirigeants français, anglais, et auprès de Vandervelde lui-même, les projets échafaudés de concert par les partis socialistes d'Italie et de Suisse. Il s'agissait de sonder leurs dispositions et de mesurer les chances de succès que pourrait rencontrer, dans le climat politique d'alors, une action commune du prolétariat contre la guerre. Morgari eût tôt fait de s'apercevoir qu'il ne fallait escompter aucun soutien du côté des «majoritaires»; en revanche, mis en présence de quelques opposants à la politique officielle de leur parti, il fut frappé de leur attitude à l'égard de la guerre et de l'accueil chaleureux qu'ils réservèrent à ses ouvertures. Il revint de ce voyage convaincu de la voie à suivre: c'est aux minorités qu'il fallait désormais s'adresser[19].

De cette «mission Morgari» découlent alors deux entreprises parallèles qui vont se rejoindre, le 11 juillet, dans la réunion préparatoire de Zimmerwald.

D'une part, la direction du parti socialiste italien, informée par Morgari du résultat de ses démarches, se range à ses conclusions. Réunie à Bologne les 14 et 15 mai 1915, elle prend la décision de convoquer un congrès international auquel seraient conviés non seulement des partis, mais également des fractions de parti ou toute autre organisation ouvrière, à la condition que leurs membres se soient prononcés contre la politique d'union sacrée, qu'ils soient prêts à réaffirmer le principe de la lutte des classes et dis-

---

l'émigration politique russe — qui avait soutenu des thèses tout aussi avancées dès le mois de janvier 1915 ainsi qu'il est démontré à propos des deux lettres d'A. Lounatcharsky que nous publions dans *Contributions à l'histoire du Comintern*, Genève, 1965, p. 122—136.

[19] Sur la mission Morgari, cf. A. Malatesta, *I Socialisti Italiani durante la Guerra*, Milano, 1926, p. 57ss.; *Avanti*, 30 juillet 1915, p. 1.

posés à engager le combat pour la paix immédiate par l'action internationale du prolétariat[20]. On relèvera qu'il n'est pas question d'une troisième Internationale.

D'autre part, c'est Robert Grimm qui prend, en Suisse, une initiative similaire. Il y est personnellement enclin; mais il y est aussi poussé par des interventions extérieures. En effet, le 29 avril, Martov lui écrit de Paris pour lui exposer tout un plan de bataille, et il le presse d'en faire accepter le principe par les dirigeants du Parti socialiste suisse. Analogue à celui qui allait être adopté quelques jours plus tard à Bologne, ce plan consistait à ne plus s'occuper désormais des organes socialistes officiels, dont on ne pouvait rien attendre, mais à s'adresser directement aux individus ou aux groupes, choisis selon leurs convictions à l'égard de la guerre et de l'union sacrée; il s'agissait en particulier — selon les propres termes de Martov — des «organisations socialistes et ouvrières des pays belligérants qui veulent prendre part à une discussion sur le problème de la paix[21]». Dans cette lettre, qui n'a pas encore été publiée quoique son importance saute aux yeux, Martov affirmait encore: «Ceux des ‚belligérants' qui sont assez indépendants envers leurs gouvernements et ceux des ‚neutres' qui le sont envers le Bureau international doivent se réunir pour parler au nom de la partie de l'Internationale qui n'a pas abdiqué[22].» Cette phrase toute simple exprime parfaitement l'esprit qui animait alors les éléments de l'opposition naissante.

Grimm n'éprouve aucune peine à se laisser convaincre. Il imagine aussitôt un stratagème — dont on trouve un reflet dans la correspondance qu'il échange avec Axelrod[23] — pour faire convoquer, sous un fallacieux prétexte, le comité central du Parti socialiste suisse auquel il propose sans ambage, le 22 mai, de renoncer à la conférence des neutres et de réunir à sa place les groupes de l'opposition[24].

[20] Cf. *Berner Tagwacht*, 20 mai 1915, p. 1.

[21] Lettre de Martov à Grimm, 29 avril 1915, dans «Archives Grimm», Institut International d'Histoire Sociale, Amsterdam.

[22] *Ibid.*

[23] Correspondance Grimm-Axelrod, dans «Archives Grimm», I. I. H. S.

[24] *Parteivorstand*, procès-verbal de la séance du 22 mai 1915, dans les Archives du Parti Socialiste Suisse, Berne.

Il ne sera pas suivi. Mais si les dirigeants socialistes suisses considèrent qu'il n'est pas dans leur rôle d'encourager les scissions qui se font jour à l'étranger, ils constatent aussi que rien n'empêche de tenter, officieusement et à titre personnel, l'entreprise suggérée par Grimm. C'est la raison pour laquelle, fort de cette bénédiction implicite, ce dernier va agir dorénavant de son côté, sans en référer aux organes directeurs de son parti, mais en étroit contact avec ses compagnons italiens. C'est aussi la raison pour laquelle le parti socialiste suisse ne sera pas représenté officiellement à Zimmerwald, dont plusieurs de ses dirigeants apprendront la nouvelle par la presse, après la clôture de la conférence.

On connaît la suite. Le 11 juillet, à Berne, se réunit une commission préparatoire où le principe de la conférence de Zimmerwald est accepté[25]. Présidée par Grimm, qui tiendra dorénavant dans ses mains les rênes du mouvement, elle ne rassemble que sept participants: un suisse, deux russes, deux polonais et deux italiens[26]. Zinoviev, seul bolchévik présent, tente en vain d'y défendre les positions qu'il partage avec Lénine: sur l'objet de la conférence future, sur les critères de convocation, il demeure dans une minorité qu'il est seul à former; la proposition d'ordre du jour, dans laquelle il évoquait l'éventualité d'une troisième Internationale n'est même pas mise au vote. Il apparait déjà que les promoteurs du mouvement zimmerwaldien, si résolus qu'ils soient à redresser vigoureusement la politique socialiste, ne sont pas disposés à se laisser conduire, par les extrémistes de gauche, vers d'incertaines aventures. C'est ce qu'allait démontrer, plus éloquemment encore, la conférence de Zimmerwald elle-même.

Il ne peut être question d'en parler très longuement ici. Une analyse approfondie des débats exigerait, à elle seule, de très longs développements[27]; quant aux données de fait, il paraît

[25] Cf. les documents relatifs à cette réunion dans «Archives Grimm», I. I. H. S.; voir également O. Gankin et H. H. Fisher, *op. cit.*, p. 310ss.

[26] Il s'agit de Grimm, qui préside, de Zinoviev pour les bolchéviks, d'Axelrod pour les menchéviks, de Balabanova et Morgari pour les socialistes italiens, de Warski et Walecki pour les polonais.

[27] Signalons, à titre indicatif, que le procès-verbal de ces débats, rédigé par H. Roland-Holst et par A. Balabanova, compte à lui seul 192 pages, sans parler des documents annexes, «Archives Grimm», I. I. H. S.

inutile de rappeler ce que chacun connaît certainement déjà[28]. Qu'il nous suffise de rassembler quelques éléments propres à étayer, au moment de conclure, un essai d'interprétation.

Tout d'abord, sur la composition de la conférence: elle est à la fois négligeable et imposante. Négligeable, si on la compare avec les congrès d'avant-guerre: ses trente-huit participants s'en distinguent à la fois par leur nombre, par leur qualité et par leur éventail national. Mais imposante pourtant quand on considère que pour la première fois depuis le début de la guerre — si l'on excepte la conférence, aux répercussions limitées, tenue par les femmes socialistes à Berne au printemps 1915[29] — des socialistes provenant de pays ennemis se retrouvent pour parler d'un objectif commun. Dans cette perspective, le texte conjoint élaboré à Zimmerwald par les délégations française et allemande aura un retentissement considérable[30].

Ensuite, sur la valeur représentative de la conférence: elle est très incertaine. Préparée en tapinois, livrée au hasard des contacts personnels, gênée de surcroît par des problèmes pratiques de déplacement et de passeports, elle ne saurait refléter fidèlement la température du mouvement socialiste dans son ensemble, ni même de son aile la plus avancée[31]. Il paraît donc fragile de se livrer, sur le décompte des voix, à des calculs d'apothicaire pour évaluer les fluctuations d'une «gauche» et d'une «droite» dont les frontières demeurent, par ailleurs, extrêmement imprécises[32].

---

[28] On trouvera les éléments principaux dans l'ouvrage documentaire de O. Gankin et H. H. Fisher, *op. cit.*, p. 320ss.

[29] *Ibid.*, p. 286ss.; cf. également A. Balabanoff, *Erinnerungen und Erlebnisse*, Berlin, 1927, p. 96ss.

[30] Texte dans A. Balabanoff, *Die Zimmerwalder Bewegung 1914—1919*, Leipzig, 1928, p. 13—14, en français dans A. Rosmer, *op. cit.*, p. 377—379.

[31] Dans son remarquable ouvrage, A. Kriegel, reconstituant la naissance et l'essor des divers courants d'opposition, montre avec pertinence à quel point, dans le cas de la France la préparation de Zimmerwald a été en fait ignorée, *op. cit.*, p. 106—109; cette remarque est certainement valable ailleurs et il serait aisé d'en démontrer le bien-fondé en ce qui concerne, par exemple, la Suisse elle-même.

[32] On ne saurait résister avec assez de vigueur à cette tentation de tirer des chiffres, dans un pareil contexte, des conclusions historiques importantes; la plupart des auteurs insistent exagérément, à nos yeux, sur ce point, et

Enfin, sur l'objet même de la conférence et sur ses résultats. Avec le premier point, nous pénétrons sur le terrain le plus délicat. C'est que précisément, cet objet n'est pas le même pour tous: l'âpreté des débats, le clivage très net qui se manifeste entre une majorité et une minorité[33], et surtout la raison de ces dissentiments sont là pour en témoigner. Pour les uns — Lénine et ceux qui l'entourent — Zimmerwald est déjà une manifestation de rupture avec l'ancienne Internationale, elle est le signal qui doit déclencher l'action révolutionnaire du prolétariat, elle constitue le fondement de l'organisation nouvelle. Mais il est bien clair que cette conception n'est pas celle de la grande majorité des participants, et que surtout elle ne correspond en aucune façon aux intentions qui ont inspiré les promoteurs de la conférence de Zimmerwald. Qu'il ne soit pas question de créer une nouvelle Internationale, c'est l'évidence même et les preuves en abondent. Cela a été affirmé à plusieurs reprises dans les réunions préliminaires; Robert Grimm, cheville ouvrière de l'entreprise, l'a répété clairement avant, pendant et depuis[34]; c'est confirmé encore dans le procès-verbal officiel publié dans son premier Bulletin par l'organisme créé à Zimmerwald: La Commission Socialiste Internationale[35]; celle-ci, dans ce même numéro, prend d'ailleurs le plus

---

nous avons été frappé, une fois de plus, de constater qu'au colloque de Zimmerwald 1965 on a consacré un temps précieux à s'interroger sur le nombre de voix recueillies exactement par Lénine, alors que la question nous paraît finalement secondaire et les votes permettant de la déterminer demeurant de surcroît équivoques et peu indicatifs.

[33] Il n'y a pas contradiction, quoiqu'il paraisse, avec la fin du paragraphe précédent: le phénomène dont nous soulignons ici la netteté, c'est *l'existence* d'une majorité et d'une minorité, et de leurs objectifs contradictoires. A cet égard, nous ne sommes pas de ceux qui insistent sur une division tripartite des courants d'opinion, donnant ainsi une valeur doctrinale à un *centre* dont l'existence, purement tactique et épisodique, est insaisissable et varie sans cesse; nous ne suivons donc pas A. Kriegel sur ce point, *op. cit.*, p. 111.

[34] Par exemple dans l'ébauche de ses souvenirs: *Zimmerwald und Kienthal*, in *Der öffentliche Dienst VPOD*, n° 16, 20 avril 1956; et du même, *Geschichte der sozialistischen Ideen in der Schweiz*, Zürich, 1931, p. 193.

[35] Commission Socialiste Internationale, *Bulletin*, Berne, n° 1, 21 septembre 1915, p. 1.

grand soin à définir ses propres compétences par rapport à l'Internationale «existante»: elle a pour mission de remplir une tâche provisoire, et les termes choisis pour l'affirmer ne laissent place à aucune équivoque: «Dieses Sekretariat soll in keiner Weise das bisherige internationale Bureau ersetzen, sondern aufgelöst werden, sobald dieses seiner Bestimmung gerecht zu werden vermag[36].» Zimmerwald n'exprime donc, délibérément du moins, aucune volonté de rupture et même Kienthal, qui se déroule l'année suivante dans un climat pourtant beaucoup plus radical, ne l'exprimera pas davantage[37]. Il faut donc recourir à une interprétation singulièrement extensive, ou trop limitée ce qui revient au même, pour ne fonder la signification historique de Zimmerwald *que* sur les racines qu'elle a fournies au Comintern, ainsi que se plaît à l'accréditer la tradition léniniste; cette exagération se double d'ailleurs d'une petite inexactitude: car on omet généralement de mentionner que, pour asseoir plus solidement leur pouvoir, les fondateurs bolchéviques de la Troisième Internationale rompront en fait avec le mouvement zimmerwaldien, ainsi que vient encore de le confirmer un témoignage tout récent d'Angelica Balabanova[38].

Ces remarques ne conduisent nullement à contester que Zimmerwald ait *en fait* contribué à l'essor des mouvements d'opposition, et par là à précipiter les scissions futures. Mais elle l'a fait par le détour de sa mission première, de sa mission principale, celle sur laquelle régnait, parmi ses participants, l'identité de vue la plus large: l'opposition à la guerre.

Qu'on mette là le doigt sur le mobile profond, sur la source réelle du mouvement zimmerwaldien, il n'en faut pas douter. C'est attesté par les textes et par les déclarations préliminaires où

[36] *Ibid.*, p. 8.

[37] A telle enseigne que les délégués suisses, qui avaient pour leur part brûlé les étapes et déjà coupé les ponts, se firent reprendre vertement, par les socialistes italiens notamment, ce qui donna lieu par la suite à quelques racommodages délicats, cf. «Procès-verbal de la conférence de Kienthal» dans «Archives Grimm», I. I. H. S., et les Archives du Parti socialiste suisse, Berne.

[38] A. Balabanova, «Lénine et la création du Comintern», dans *Contributions à l'histoire du Comintern*, Genève, 1965, p. 35—43.

s'exprime l'intention de ceux qui l'ont, les premiers, lancé et soutenu. C'est confirmé par l'esprit, comme d'ailleurs par la lettre, des manifestes sortis de la conférence, et aussi par les interventions qui s'y sont succédé. Derrière la phraséologie traditionnelle, derrière l'emploi des concepts reçus, il est difficile de ne pas voir percer cette horreur de la guerre, cette profonde et authentique volonté pacifiste. C'est confirmé aussi, d'une autre manière, par le retentissement et les répercussions de la conférence de Zimmerwald. Les témoignages abondent qui viennent prouver qu'elle fut aussitôt considérée, dans les milieux les plus divers, comme une manifestation pour la paix et saluée à ce titre non seulement par des militants socialistes, mais par les pacifistes de toutes nuances. Il suffit de citer le plus illustre d'entre eux, celui de Romain Rolland, qui inclut Zimmerwald parmi «tous les plus nobles efforts tentés pour arrêter ou limiter les ravages de la guerre[39]».

Il est difficile de surestimer l'appui dont le mouvement zimmerwaldien bénéficia de ce fait: il rallia, de tous côtés, ceux qui, socialistes ou non, refusaient d'endosser la guerre et leur offrit un cadre dans lequel ils puissent militer contre elle. Mais il est difficile aussi de se dissimuler que le mouvement zimmerwaldien, pour cette raison même, recouvrait une profonde équivoque. La majorité de ses membres se satisfaisaient de leurs objectifs pacifistes; la minorité, non contente d'offrir un hommage de vocabulaire à la lutte des classes, prêchait au contraire la guerre révolutionnaire. Et les uns et les autres protestaient de leur fidélité aux engagements socialistes, avec une égale bonne foi: ils se référaient simplement aux deux parties distinctes, et contradictoires, de la célèbre résolution de Stuttgart[40]. Or, parmi les adhérents innombrables qui apportèrent, petit à petit, leur concours au mouvement zimmer-

[39] R. Rolland, *op. cit.*, p. 767—768.

[40] Rappelons que le passage en cause déclarait: «au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils [les ouvriers et leurs représentants dans les parlements] ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste», *VIIe Congrès Socialiste International tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907. Compte-rendu analytique*, Bruxelles, 1908, p. 424.

waldien, tous avaient certainement souscrit à la cause de la paix, mais il s'en faut sans doute de beaucoup qu'ils eussent tous épousé aussi celle de la révolution.

Il faut songer à conclure. Il ressort des points abordés dans cet exposé que seule une interprétation nuancée, tenant compte moins de l'avenir que des circonstances contemporaines, faisant la part qu'ils méritent aux ressorts psychologiques, au climat social, aux aspirations humaines autant qu'aux courants politiques, pourra rendre pleine justice à la signification historique de la conférence de Zimmerwald. Si elle est une des sources de la Troisième Internationale, elle appartient tout aussi bien à la précédente, parce qu'elle est, avant tout, un *moment*, particulièrement marquant, dans l'évolution du mouvement socialiste. Ce moment est sans doute un carrefour majeur, une de ces périodes de transition où l'Histoire se précipite et «prend des raccourcis», selon le mot si juste de Maurice Bourquin. C'est une raison supplémentaire de se méfier des simplifications excessives; or, Zimmerwald est un événement complexe. Zimmerwald, c'est à la fois l'indice d'une rupture, et une marque de fidélité; c'est un chapitre important de l'histoire ouvrière, mais qui dépasse dans toutes ses dimensions les limites étroites du monde ouvrier; c'est aussi une des grandes dates du pacifisme. Et c'est sans doute un des facteurs que l'historien de la première guerre mondiale puisse se permettre le moins de négliger.